

SELECTION MASTER 2 - 2020/2021

Mention	Parcours Master 2	Effectif 2018/19	Effectif 2019/20	Capacité d'accueil du M2 2019/20	Capacité d'accueil du M2 2020-21	Mention(s) de M1 conseillée (s) pour accéder au M2	Autres prérequis (disciplines, matières, enseignements qu'il est nécessaire d'avoir suivis pour pouvoir y postuler, etc.)	Modalités d'examen des candidatures (Examen d'un dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation de l'étudiant et/ou examen écrit ou oral ? etc.)	Calendrier de la procédure d'admission (dates d'ouverture et de fermeture des candidatures et date de réponse des commissions pédagogiques)	Informations supplémentaires particulières (ex. Master ERASMUS-MUNDUS dont l'admission est gérée par un établissement partenaire, etc.)
Administration économique et sociale	Achat international: global sourcing			-	20	Etre titulaire d'un M1 AES, Management, Sciences de Gestion, Sciences Politiques, Sciences Economiques ou titres équivalent d'Ecoles de commerce et d'Ecoles d'Ingénieurs (en vue de l'acquisition de la double compétence) ou d'autres formations orientées vers la préparation aux métiers de l'achat international et de la logistique intégrée. Les titulaires d'un titre de niveau comparable ayant été obtenu à l'étranger peuvent également présenter leur candidature.	CLES2 ou TOIEC d'au moins 750 points et daté de moins de 2 ans.	Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel et entretien oral	1 avril - 22 avril- pieces jusqu'au 28 avril étude des dossiers le 4 et 5 entretiens 13-14-15 mai - 1 juin	Formation en apprentissage
Administration économique et sociale	Commerce électronique			-	25	Etre titulaire de M1 Droit, AES ou équivalent	Avoir de préférence suivi des enseignements de système d'information.	Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel	13 mai - 12 juin - 13 juillet	Formation initiale ou continue
Administration économique et sociale	Conformité, Audit légal et gestion des risques			-	25	Etre titulaire de M1 Droit, AES ou équivalent	Solides connaissances en comptabilité de groupe, normes IFRS, audit financier, droit des sociétés	Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel	13 mai - 12 juin - 13 juillet	Formation initiale ou continue
capacité d'accueil consolidée à la mention					70					
Droit social	Droit social interne, européen et international			25	32	M1 Droit ou AES ou diplôme équivalent; M1 Droit social	Solides connaissances de Droit social, maîtrise d'au moins une langue étrangère attestée par un certificat d'aptitude ou un séjour à l'étranger. La formation est ouverte en apprentissage et en contrat de professionnalisation, ou en formation initiale pour la voie recherche.	Examen du dossier de candidature, exercice écrit et entretien oral	Calendrier de la procédure d'admission -dates d'ouverture : 14 avril -date de fermeture des candidatures : 3 mai -date du test écrit : 11 mai -date des auditions : 20 mai -date de réponse de la commission pédagogique : 27 mai	Les étudiants qui sont inscrits en apprentissage doivent être âgés de 16 à 30 ans révolus à la date de démarrage du contrat. Ils doivent être ressortissants de l'Union Européenne ou être titulaires d'une autorisation de travail. Lorsque sa candidature est retenue, l'étudiant doit compléter la fiche de pré-inscription disponible sur le site du CFA Universitaire Alsace en lien avec l'entreprise susceptible de l'embaucher en tant qu'apprenti. Il doit faire valider l'admission auprès de l'établissement. Seuls les candidats présentant une copie de leur contrat d'apprentissage pourront être inscrits en tant qu'apprentis. En Contrat de professionnalisation: les étudiants peuvent suivre la formation en concluant un contrat de professionnalisation, notamment s'ils ont dépassé la limite d'âge. Ils doivent contacter le Service de Formation continue pour la conclusion et le suivi du contrat de professionnalisation ainsi que toute demande de V.A.P. L'accès en formation initiale est réservé aux étudiants de la voie recherche, les étudiants ne peuvent opter pour un stage qu'à titre subsidiaire et sur accord du responsable du Master.
capacité d'accueil consolidée à la mention					32					
Droit public	Droit public général			15	15	M1 Droit ou diplôme équivalent; M1 Droit public	Solides connaissances en droit public (droit constitutionnel, droit administratif, finances publiques, droit public des affaires, droits et libertés fondamentaux, théorie générale de l'Etat...)	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	06 mai - 06 juin - 06 juillet	Formation initiale ou continue
Droit public	Droit comparé - EUCOR			5	5	M1 Droit ou diplôme équivalent	Solides fondements en droit public et privé, interne et international; des enseignements antérieurs portant sur un système juridique germanophone sont un atout, mais pas indispensables; la maîtrise parfaite de la langue allemande est exigée.	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	06 mai - 06 juin - 06 juillet	Formation initiale ou continue
Droit public	Contrats publics - Commande publique			20	20	M1 Droit ou diplôme équivalent; M1 Droit public; cursus IEP filière administration publique ou équivalent	Solides connaissances en droit public (notamment: droit administratif, finances publiques, droit public des affaires.) Il est recommandé d'avoir suivi des enseignements en: droit des contrats publics et/ou droit des marchés publics; droit administratif des biens; responsabilité administrative).	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	10 mai - 10 juin - 10 juillet	Formation initiale ou continue
capacité d'accueil consolidée à la mention					40					
Droit privé	Justice procès Procédures			20	20	M1 Droit ou diplôme équivalent; M1 Droit privé	Pré-requis fondamentaux: Solides connaissances en droit civil, en contentieux (procédure civile, procédure pénale, procédure civile d'exécution, contentieux administratif), en droit des institutions (judiciaires, administratives, union européenne), en droit de l'homme et libertés publiques et droit international privé.	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	13 mai - 13 juin - 13 juillet	Formation initiale ou continue
Droit privé	Droit de la famille interne, international et comparé			30	30	M1 Droit ou diplôme équivalent; M1 Droit privé	Pré-requis fondamentaux: Solides connaissances dans les matières suivantes: droit des personnes, droit des personnes vulnérables, droit extrapatrimonial de la famille, droit patrimonial de la famille, droit international privé, droit de l'Union européenne, procédure civile, droit processuel, droit de l'Homme, libertés publiques, droit comparé.	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	13 mai - 13 juin - 13 juillet	Formation initiale ou continue
Droit privé	Droit privé fondamental			30	30	M1 Droit ou diplôme équivalent; M1 Droit privé	Pré-requis fondamentaux: Solides connaissances en droit privé (droit civil, droit commercial, droit pénal, procédure civile et pénale, droit international privé...)	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	13 mai - 13 juin - 13 juillet	Formation initiale ou continue
Droit privé	Droit comparé			20	20	M1 Droit ou diplôme équivalent	Maîtrise de la langue anglaise ou de la langue allemande (niveau B2 minimum). Une expérience d'étude à l'étranger constitue un atout.	Examen d'un dossier basé sur les résultats académiques, les expériences pratiques et professionnelles, le projet et la motivation de l'étudiant.	03 mai - 03 juin - 03 juillet	Formation initiale ou continue
Droit privé	Droit des personnes vulnérables			20	20	M1 Droit ou diplôme équivalent	Pré-requis fondamentaux: solides connaissances en droit privé et sciences criminelles	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	06 mai - 06 juin - 06 juillet	Formation initiale ou continue
capacité d'accueil consolidée à la mention					120					
Droit du patrimoine	Ingénierie juridique et fiscale du patrimoine			20	20	M1 Droit ou diplôme équivalent; M1 Droit des affaires	Il est attendu des candidats un très bon niveau général, notamment dans les matières de droit privé. Plus particulièrement, il est recommandé d'avoir suivi, en obtenant de bons résultats aux examens correspondant, les matières suivantes: droit international privé, fiscalité personnelle et internationale, droit approfondi des sociétés et droit boursier, création et transmission des entreprises, fiscalité des entreprises, procédures fiscales, droit commercial approfondi, régimes matrimoniaux, successions et libéralités, droit des assurances, gestion financière.	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation et entretien oral	13 mai - 13 juin - entretiens jusqu'au 10 juillet - 13 juillet	Formation initiale ou continue
Droit du patrimoine	Droit immobilier			20	20	M1 Droit ou diplôme équivalent; Droit public; Droit privé; Droit des affaires...	Solides connaissances en Droit (tant privé que public). Il est notamment conseillé d'avoir suivi des enseignements en droit de l'urbanisme, droit de la construction, droit des biens et droit des sûretés	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	13 mai - 13 juin - 13 juillet	Formation initiale ou continue
capacité d'accueil consolidée à la mention					40					
Droit pénal et sciences criminelles	Droit pénal appliqué			30	30	M1 Droit pénal et sciences criminelles, Droit privé, Droit public, Droit des affaires, M1 Droit, M1 Droit européen	Solides connaissances en droit pénal et procédure pénale	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences en France et à l'étranger, le projet et la motivation	13 mai - 13 juin - 13 juillet	Formation initiale ou continue
Droit pénal et sciences criminelles	Droit pénal fondamental et comparé franco-Allemand			15	15	M1 Droit pénal et sciences criminelles, Droit privé, Droit public, Droit des affaires, M1 Droit, M1 Droit européen	Solides connaissances en droit pénal et procédure pénale, maîtrise de l'allemand	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences en France et à l'étranger (en pays germanophone en particulier), le projet et la motivation	13 mai - 13 juin - 13 juillet	Formation initiale ou continue

Mention	Parcours Master 2	Effectif 2018/19	Effectif 2019/20	Capacité d'accueil du M2 2019/20	Capacité d'accueil du M2 2020-21	Mention(s) de M1 conseillée (s) pour accéder au M2	Autres prérequis (disciplines, matières, enseignements qu'il est nécessaire d'avoir suivis pour pouvoir y postuler, etc.)	Modalités d'examen des candidatures (Examen d'un dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation de l'étudiant et/ou examen écrit ou oral ? etc.)	Calendrier de la procédure d'admission (dates d'ouverture et de fermeture des candidatures et date de réponse des commissions pédagogiques)	Informations supplémentaires particulières (ex. Master ERASMUS-MUNDUS dont l'admission est gérée par un établissement partenaire, etc.)
Droit pénal et sciences criminelles	Criminologie			15	15	M1 Droit ou diplôme équivalent	Solides connaissances en droit pénal et procédure pénale. Des connaissances en sociologie sont recommandées.	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences en France et à l'étranger, le projet et la motivation	13 mai - 13 juin - 13 juillet	Formation initiale ou continue
capacité d'accueil consolidée à la mention					60					
Droit	Cyberjustice			30	30	M1 Droit ou diplôme équivalent	Bonne culture juridique et maîtrise des grandes matières de droit privé (droit civil, droit commercial, droit pénal, procédures civile et pénale, etc.) ou de droit public (droit administratif, libertés publiques, droit public des affaires, etc.) requises pour accéder aux différentes professions juridiques (magistrat, avocat, etc.).*	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	13 mai - 13 juin - 13 juillet	Formation initiale ou continue
Droit	Gestion et Droit des énergies et du développement durable			-	20	Etre titulaire de M1 Droit, AES ou équivalent	Avoir une bonne culture juridique (tant en droit privé que public) ou en sciences de gestion. Il est conseillé d'avoir suivi un ou plusieurs des enseignements suivants : droit de l'environnement, approche du développement durable, droit de l'énergie, droit de l'urbanisme, droit public des affaires, droit de la commande publique...	Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel	13 mai - 12 juin - 13 juillet	Formation initiale ou continue
Droit	Droit de l'économie numérique			-	20	Etre titulaire de M1 Droit, AES ou équivalent	Avoir de préférence suivi des enseignements de système d'information.	Examen sur dossier sur la base des résultats, de la motivation et du projet professionnel	13 mai - 12 juin - 13 juillet	Formation initiale ou continue
capacité d'accueil consolidée à la mention					70					
Droit Européen	Droit et politique de l'Union européenne			15	15	M1 Droit public ; M1 Droit international ou M1 Droit européen ou diplôme équivalent; 4e année IEP	De solides connaissances en droit de l'Union européenne (aspects institutionnels et matériels), un bon niveau en droit public et une bonne maîtrise de l'anglais sont attendues.	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	13 mai - 13 juin - 13 juillet	Formation initiale ou continue
Droit Européen	Droit international et européen des affaires			15	15	M1 Droit et/ou 4e année IEP	Solides connaissances en droit de l'Union européenne (aspects institutionnel et matériel et/ou contentieux), bonne maîtrise de l'anglais, ouverture sur le droit international et le droit des affaires.	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	13 mai - 13 juin - 13 juillet	Formation initiale ou continue
Droit Européen	Droit de l'économie et de la régulation en Europe			15	15	M1 Droit public ; M1 Droit international ou M1 Droit européen ou diplôme équivalent; 4e année IEP	Il est fortement recommandé d'avoir suivi des cours en droit de l'Union européenne (aspects institutionnels et matériels), en droit public économique et de posséder de bonnes compétences en anglais	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	2 mai - 10 juin - 30 juin	Formation gérée par la Faculté de droit et l'IEP de Strasbourg
Droit Européen	Espace de liberté, de sécurité et de justice			15	15	M1 Droit public ; M1 Droit international ou M1 Droit européen ou diplôme équivalent; 4e année IEP	De solides connaissances en droit de l'Union européenne (aspects institutionnels et matériels) ainsi qu'en droits de l'homme ou libertés publiques sont attendues. Il est nécessaire de posséder un bon niveau en anglais	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	13 mai - 13 juin - 13 juillet	Formation initiale ou continue
Droit Européen	Droit des produits de santé en Europe			15	15	M1 Droit public ; M1 Droit international ; M1 Droit européen ou diplôme équivalent ; 4e année IEP	Il est fortement recommandé d'avoir suivi des cours en droit de l'Union européenne (aspects institutionnels et matériels) et de posséder de bonnes compétences en anglais	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	13 mai - 13 juin - 13 juillet	Formation initiale ou continue
capacité d'accueil consolidée à la mention					75					
Droits des libertés	Droit européen des droits de l'homme			15	15	M1 Droit des libertés; M1 Droit public; M1 Droit international et européen; M1 IEP Droit et Administration publique ou Etudes internationales ou européennes ou diplôme équivalent	Solides connaissances en Libertés publiques, Droit des institutions européennes, Droit international public, Droit de l'Homme. Maîtrise de l'anglais	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	15 avril - 15 mai - 15 juin	Formation initiale ou continue
Droits des libertés	Droit des minorités			15	15	M1 Droit des libertés; M1 Droit public; M1 Droit international et européen; M1 IEP Droit et Administration publique ou Etudes internationales ou européennes ou diplôme équivalent	Solides connaissances en Libertés publiques, Droit des institutions européennes, Droit international public, Droit de l'Homme, maîtrise de l'anglais	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	15 avril - 15 mai - 15 juin	Formation initiale ou continue
Droits des libertés	Droit des ONG, de l'humanitaire et des droits de l'Homme			15	15	M1 Droit des libertés, M1 Droit public; M1 Droit international et européen; M1 IEP Droit et Administration publique ou Etudes internationales ou européennes ou diplôme équivalent	Solides connaissances en Libertés publiques, Droit des institutions européennes, Droit international public, Droit de l'Homme, maîtrise de l'anglais	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	15 avril - 15 mai - 15 juin	Formation initiale ou continue
capacité d'accueil consolidée à la mention					45					
Droits de l'environnement, et de l'urbanisme	Droits de l'environnement, des territoires et des risques			20	20	M1 droit de l'environnement et de l'urbanisme, M1 Droit, droit privé, droit public; M1 Droit international et/ou européen; ; M1 IEP Droit et Administration publique ou diplôme équivalent	Il est fortement recommandé d'avoir suivi droit de l'environnement, droit de l'urbanisme, droit de la santé, droit international pénal, il faut aussi des bases solides en droit civil, droit pénal, droit administratif, droit international et droit de l'Union Européenne + maîtrise du français pour les étudiants venant de l'étranger	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences (stage ou bénévolat), le projet et la motivation avec un entretien oral pour certains	9 mai - 2 juin - entretiens jusqu'au 8 juillet - 9 juillet	Formation initiale ou continue
capacité d'accueil consolidée à la mention					20					
Droit notarial	Droit notarial			15	15	M1 Droit ou diplôme équivalent; M1 Droit public et Droit privé	Il est fortement recommandé d'avoir suivi : droit de l'urbanisme et de la construction, droit des biens et des sûretés, droit des régimes matrimoniaux, droit des successions, droit local alsacien-mosellan	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	13 mai - 13 juin - 13 juillet	Formation initiale ou continue
capacité d'accueil consolidée à la mention					15					
Droit des affaires	Juriste sécurité financière-compliance officer			25	25	M1 Droit des affaires mais ouvert à toutes les autres mentions.	Droit des affaires, droit fiscal, droit des sociétés, droit pénal des affaires, droit pénal général, procédure pénale	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet, la motivation et entretien oral	30 avril - 22 mai - entretiens jusqu'au 26 juin - 30 juin	Formation continue ou alternance
Droit des affaires	Droit de l'internet et des systèmes d'information			45	45	Master 1 en Droit, AES, Sciences politiques voire d'autres disciplines si projet universitaire ou professionnel cohérent	Solides connaissances en Droit civil, notamment droit des obligations et droit des biens. Une bonne culture juridique est attendue dans les différentes matières du droit privé, en droit pénal, en droit européen. Des notions de droit international privé et de Droit de la propriété intellectuelle sont appréciées.	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	13 mai - 13 juin - 13 juillet	Dans le cadre de la formation continue, les personnes non titulaires d'un Master 1 peuvent, en fonction de leur expérience professionnelle, effectuer une demande de validation des acquis professionnels (V.A.P.).

Mention	Parcours Master 2	Effectif 2018/19	Effectif 2019/20	Capacité d'accueil du M2 2019/20	capacité d'accueil du M2 2020-21	Mention(s) de M1 conseillée (s) pour accéder au M2	Autres prérequis (disciplines, matières, enseignements qu'il est nécessaire d'avoir suivis pour pouvoir y postuler, etc.)	Modalités d'examen des candidatures (Examen d'un dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation de l'étudiant et/ou examen écrit ou oral ? etc.)	Calendrier de la procédure d'admission (dates d'ouverture et de fermeture des candidatures et date de réponse des commissions pédagogiques)	Informations supplémentaires particulières (ex. Master ERASMUS-MUNDUS dont l'admission est gérée par un établissement partenaire, etc.)
Droit des affaires	Droit bancaire et financier			30	30	M1 Droit ou diplôme équivalent; M1 Droit des affaires	De très solides connaissances, avec d'excellents résultats, sont exigées dans les principales matières du droit des affaires (droit commercial, droit commercial approfondi, droit des sociétés, droit approfondi des sociétés, droit bancaire, entreprises en difficulté;) et du droit civil (sûretés, contrats spéciaux, droit des obligations, régimes matrimoniaux, techniques contractuelles). La formation s'effectue sur la base d'un contrat d'apprentissage ou d'un contrat de professionnalisation correspondant à un CDD d'un an. De très solides connaissances sont exigées dans les principales matières du droit des affaires et du droit civil	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	30 avril - 30 mai - 30 juin	Formation initiale ou continue
Droit des affaires	Droit bancaire - Métiers de la banque			20	20	M1 Droit ou diplôme équivalent; M1 Droit des affaires	De très solides connaissances, avec d'excellents résultats, sont exigées dans les principales matières du droit des affaires (droit commercial, droit commercial approfondi, droit des sociétés, droit approfondi des sociétés, droit bancaire, entreprises en difficulté;) et du droit civil (sûretés, contrats spéciaux, droit des obligations, régimes matrimoniaux, techniques contractuelles). La formation s'effectue sur la base d'un contrat d'apprentissage ou d'un contrat de professionnalisation correspondant à un CDD d'un an. De très solides connaissances sont exigées dans les principales matières du droit des affaires et du droit civil	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation.	session 1: 23 février - 22 mars - 23 avril session 2 : 30 avril- 30 mai - 30 juin	La formation s'effectue sur la base d'un contrat d'apprentissage ou d'un contrat de professionnalisation correspondant à un CDD d'un an.
Droit des affaires	DJCE-Juriste et conseil d'entreprise			30	30	M1 Droit ou diplôme équivalent; M1 Droit des affaires	Solides connaissances en droit privé : droit des affaires (droit commercial, droit des sociétés, droit bancaire, entreprises en difficulté) droit civil (sûretés, contrats spéciaux, droit des obligations, techniques contractuelles), droit social, droit fiscal de l'entreprise, comptabilité et gestion financière.	Examen du dossier basé sur les résultats académiques du candidat et entretien oral après présélection du dossier permettant d'apprécier les expériences, le projet et la motivation du candidat.	23 avril - 23 mai - entretiens les 18 et 19 juin - 23 juin	Formation initiale ou continue
Droit des affaires	Investigation financière à l'échelle européenne			20	20	M1 Droit des affaires mais ouvert à toutes les autres mentions.	Droit des affaires, droit fiscal, droit des sociétés, droit pénal des affaires, droit pénal général, procédure pénale	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet, la motivation et entretien oral	30 Avril - 22 mai - entretiens jusqu'au 26 juin - 30 juin	La formation se déroule en apprentissage. Le contrat d'apprentissage est un CDD d'un an signé par l'entreprise et l'apprenti, avec l'approbation de la faculté de droit. La formation en continue concerne des cadres d'entreprise ou assimilés en activité ou en recherche d'emploi titulaires d'un Bac + 4 ou M1 ou d'un diplôme de niveau inférieur justifiant d'une expérience professionnelle réussie, sous condition de l'acceptation par la commission pédagogique de la validation des acquis professionnels. Dans le cadre de la formation continue, les personnes non titulaires d'un Master 1 peuvent, en fonction de leur expérience professionnelle, effectuer une demande de validation des acquis professionnels (V.A.P.).
				capacité d'accueil consolidée à la mention	170					
Droit international	Droit international			20	20	M1 Droit international et transnational ou M1 droit européen ou M1 droit international	De très solides fondements sont exigés en droit international public et privé; ainsi que la maîtrise parfaite de la langue anglaise	Examen du dossier basé sur les résultats, la spécialisation en droit international, les expériences, le projet et la motivation	06 mai - 06 juin - 06 juillet	Formation initiale ou continue
Droit international	Droit transnational			20	20	M1 Droit international et transnational ou M1 droit européen ou M1 droit international	De très solides fondements sont exigés en droit international public et privé; ainsi que la maîtrise parfaite de la langue anglaise	Examen du dossier basé sur les résultats, la spécialisation en droit international, les expériences, le projet et la motivation	06 mai - 06 juin - 06 juillet	Formation initiale ou continue
				capacité d'accueil consolidée à la mention	40					
Histoire du droit et des institutions	Histoire du Droit et culture juridique			10	10	M1 Droit ou diplôme équivalent	Solides connaissances en Histoire du Droit et des institutions	Examen du dossier basé sur les résultats, les expériences, le projet et la motivation	06 mai - 06 juin - 06 juillet	Formation initiale ou continue
				capacité d'accueil consolidée à la mention	10					